

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : Voies navigables de France

Correspondant : M. Philippe HARAT, Voies navigables de France, 2 rue de la Quarantaine, 69005 Lyon, courriel : Pjm.dir.rhonesaone@vnf.fr

Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur :

- Gestion des voies navigables

**Objet du marché : Travaux de mise aux normes et agrandissement du réfectoire
agrandissement et mise aux normes du réfectoire
création porte d'accès en salle cour sud
création douches - WC**

Type de marché de travaux : exécution

Classification CPV (Vocabulaire Commun des Marchés) :

- Objet principal : 45262660
- Objets complémentaires : 45223220
- Objets complémentaires : 45421000
- Objets complémentaires : 44115800
- Objets complémentaires : 45442100

Lieu d'exécution et de livraison : 2 rue de la Quarantaine, 69005 Lyon

Code NUTS : FRK26

L'avis implique un marché public

Caractéristiques principales :

- Des variantes seront-elles prises en compte : non
- Travaux de mise aux normes et agrandissement du réfectoire
- Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : L'opération consiste à répondre au besoin d'augmentation de la capacité du réfectoire, faciliter l'accès à des toilettes depuis la salle de réunion confluence et à mettre aux normes l'ensemble du RDC du bâtiment B.

Prestations divisées en lots : oui

Possibilité de présenter une offre pour tous les lots

Durée du marché ou délai d'exécution : 12 mois à compter de la notification du marché

Cautionnement et garanties exigés : Consulter le DCE de la consultation.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent :

Consulter le DCE de la consultation.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Afin d'offrir une garantie financière au maître d'ouvrage, le mandataire deviendra solidaire des co-traitants en cas de groupement conjoint lors de l'attribution du marché.

L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières : non

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Conditions de participation :

- Critères de sélection des candidatures : Consulter les pièces du DCE de la consultation
- Situation juridique - références requises : Consulter les pièces du DCE de la consultation
- Capacité économique et financière - références requises : Consulter les pièces du DCE de la consultation
- Référence professionnelle et capacité technique - références requises : Consulter les pièces du DCE de la consultation

Marché réservé : Non

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015.

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.
- Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin
- Indication des titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché.
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>)
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>)
- Formulaire DC4, Déclaration de sous-traitance. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>)
- S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOTI1) :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail
- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus
- Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays

Nombre de candidats :

- Réduction du nombre d'opérateurs durant la négociation ou le dialogue (procédure négociée, dialogue compétitif) : Recours à une procédure se déroulant en phases successives afin de réduire progressivement le nombre des solutions à discuter ou des offres à négocier : NON

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON.

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif)

- Pas d'enchère électronique

Type de procédure : Procédure adaptée

Date limite de réception des offres : 10 juin 2020 à 15 h 00

Numéro de référence attribué par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : 205110018dtrsBatBrefect

Date d'envoi du présent avis à la publication : 12 mai 2020

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif et technique peuvent être obtenus :

adresse internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=574871&orgAcronyme=d4t>

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus : adresse internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=574871&orgAcronyme=d4t>

Adresse à laquelle les offres/candidatures/projets/demandes de participation doivent être envoyés : adresse

internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=574871&orgAcronyme=d4t>

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 Lyon cedex 03, tél. : 04 78 14 10 10, courriel : Grefte.ta-lyon@juradm.fr, adresse internet : <http://www.telerecours.fr>

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 Lyon cedex03

Nature et désignation des lots :

Lot(s) 1 DESAMIANPAGE -DEPLOMBAGE

Travaux de désamiantage.

C.P.V. - : Objet principal : 45262660

Lot(s) 2 DEMOLITIONS GO CARRELAGE

Travaux de gros ?uvre

C.P.V. - : Objet principal : 45223220

Lot(s) 3 MENUISERIES EXTERIEURES

Travaux de menuiserie

C.P.V. - : Objet principal : 45421000

Lot(s) 4 AMENAGEMENTS INTERIEURS

Aménagements intérieurs de bâtiment

C.P.V. - : Objet principal : 44115800

Lot(s) 5 PEINTURES - SOLS SOUPLES

Travaux de peinture

C.P.V. - : Objet principal : 45442100

Lot(s) 6 PLOMBERIE-CHAUFFAGE

Travaux de plomberie

C.P.V. - : Objet principal : 45330000

Lot(s) 7 ELECTRICITE

Travaux de câblage électrique

C.P.V. - : Objet principal : 45311100